

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélemy d'Anjou

Saint-Barthélemy d'Anjou, le 08 novembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ALPHAPRO GROUPE

ZI DE L'AUBREE
72300 Sablé-Sur-Sarthe

Références : 2024-477_INSP_ALPHAPRO – Sablé-sur-Sarthe_RAP
Code AIOT : 0006301739

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2024 dans l'établissement ALPHAPRO GROUPE implanté ZI DE L'AUBREE 72300 Sablé-sur-Sarthe. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection intervient dans le cadre de la vérification des déclarations GEREPE 2024, au titre de l'exercice 2023. Il est apparu que la société ALPHAPRO GROUPE n'a pas effectué de déclaration en 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALPHAPRO GROUPE
- ZI DE L'AUBREE 72300 Sablé-sur-Sarthe
- Code AIOT : 0006301739
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ALPHAPRO GROUPE exploite une usine de fabrication de pièces en PVC pour le bâtiment.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Trackdéchets RNDTS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Déclaration annuelle	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.I	Demande d'action corrective	90 jours
3	Émissions à déclarer	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.I	Demande d'action corrective	90 jours
4	Déchets:	Arrêté Ministériel du	Demande d'action corrective	150 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	obligation de déclaration	31/01/2008, article 4.II		
5	Déchets: données à déclarer	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.II	Demande d'action corrective	150 jours
8	Échéance de déclaration annuelle	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7	Demande d'action corrective	150 jours
9	Traçabilité des déchets: Trackdéchets	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R541-45	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Établissement visé	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Annexe I	Sans objet
6	Déchets: mouvements transfrontaliers	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.IV	Sans objet
7	Qualité des données déclarées	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant utilise l'application Trackdéchets pour gérer les bordereaux de suivi des déchets dangereux produits par son établissement. Cependant, 2 bordereaux issus du dernier curage du séparateur d'hydrocarbures font défaut sur l'application.

L'exploitant n'a plus rien déclaré sur la plateforme GEREPE depuis 2022. Il doit s'organiser afin de reprendre ses déclarations, conformément à l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008.

L'exploitant a bien mis en place les moyens nécessaires afin d'assurer la qualité des données à déclarer sur GEREPE.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Établissement visé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Appartenance à la liste des établissements visés
Prescription contrôlée : Liste des établissements a) Établissements exerçant une des activités listées ci-dessous : - installations classées soumises à autorisation ou enregistrement, à l'exclusion des élevages, sauf les installations relevant de la rubrique 3660 ; - pisciculture d'une capacité de production supérieure à 1 000 tonnes par an ; - stations d'épuration urbaines d'une capacité nominale supérieure à 6 000 kg/ j de DBO5 (100 000

<p>équivalents habitants) ;</p> <p>- site d'extraction relevant du Code minier.</p> <p>b) Établissements exerçant l'une des activités visées à l'annexe I du règlement n° 166/2006 susvisé dont les capacités sont supérieures aux seuils de ladite annexe. https://aida.ineris.fr/consultation_document/441#Annexe_I</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement est actuellement soumis au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2661.1a de la nomenclature des installations classées. Il est également soumis au régime de l'enregistrement pour les rubriques 2661.2a, 2662.2 et 2663.2a.</p> <p>Considérant la liste des établissements figurant à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 31/01/2008, l'établissement est donc visé par l'obligation de déclaration annuelle des émissions et transfert de polluants et de déchets au titre du critère suivant: installations classées soumises à autorisation ou enregistrement, à l'exclusion des élevages, sauf les installations relevant de la rubrique 3660.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Déclaration annuelle

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Obligation de déclaration annuelle des émissions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données (...) Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas initialisé la déclaration 2024 au titre de l'exercice 2023. Celle-ci n'a donc pas été renseignée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dès l'ouverture du portail GEREP, l'exploitant doit initialiser sa déclaration au titre de l'année précédente, en accédant à la plateforme GEREP. Cela lui permettra de renseigner ladite déclaration.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 90 jours</p>

N° 3 : Émissions à déclarer

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Données à déclarer</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>- les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non,</p>

<p>canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de "traitement en milieu terrestre" ou d'"injection en profondeur" énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ; - les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/an ; - les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ; - la chaleur rejetée (par mégathermie) dès lors que celle-ci est supérieure à 100 Mth/an pour les rejets en mer et 10 Mth/an pour les rejets en rivière pour la période allant du 1er avril au 31 décembre ; - les rejets et transferts hors du site provenant de mesures de réhabilitation.
<p>Constats :</p> <p>L'établissement génère des émissions dans l'air. L'exploitant a montré à l'inspection les résultats d'une analyse des rejets atmosphérique effectuée par la société DEKRA. Ce rapport d'analyse relève des émissions de polluants tels que les poussières, le zinc ou le plomb.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous 90 jours, l'exploitant étudiera ses émissions et se positionnera par rapport aux seuils d'émissions listés à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31/01/2008. Le cas échéant, il déclarera ses émissions sur la plateforme GERE.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 90 jours</p>

N° 4 : Déchets: obligation de déclaration

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Obligation de déclaration annuelle des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/an. <p>L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/an.
<p>Constats :</p> <p>Pour l'année 2022, l'exploitant avait déclaré plus de 2 tonnes de déchets dangereux. Il n'a cependant pas effectué de déclaration de la quantité de déchets dangereux produite au cours de</p>

<p>l'année 2023. Selon les informations fournies par l'exploitant en séance, la quantité de déchets dangereux générée pour l'année 2023 sur une sélection de rubriques déchets est d'au moins 6 tonnes.</p> <p>L'exploitant aurait par conséquent dû effectuer une déclaration au titre de l'année 2023. À la date du présent rapport, ce point ne peut plus être corrigé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit effectuer une déclaration au titre de l'année 2024 avant le 31 mars 2025, si la quantité de déchets dangereux dépasse 2 tonnes.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 150 jours</p>

N° 5 : Déchets: données à déclarer

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Données à déclarer sur la production de déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Cette déclaration comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe « de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée »; - la quantité par nature du déchet ; - le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ; - le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas effectué de déclaration sur la plateforme GEREPE au titre de l'année 2023.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit effectuer, avant le 31 mars 2025, une déclaration au titre de l'année 2024 si la quantité de déchets dangereux produite dépasse 2 tonnes sur cet exercice, en précisant les informations listées à l'article 4.II de l'arrêté ministériel du 31/01/2008.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 150 jours</p>

N° 6 : Déchets: mouvements transfrontaliers

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.IV</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Numéro de notification</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV. Dans le cas de mouvements transfrontaliers de déchets soumis à notification, l'exploitant indique en outre le numéro de notification. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Les déchets générés par l'établissement ne font pas l'objet de mouvements transfrontaliers.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Qualité des données déclarées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Moyens et disponibilités des données collectées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la qualité des données qu'il déclare. Pour cela, il recueille à une fréquence appropriée les informations nécessaires à la détermination des émissions de polluants et des productions de déchets.</p> <p>Les quantités déclarées par l'exploitant sont basées sur les meilleures informations disponibles notamment sur les données issues de la surveillance des rejets prescrite dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement, de calculs faits à partir de facteurs d'émission ou de corrélation, d'équations de bilan matière, des mesures en continu ou autres, conformément aux méthodes internationalement approuvées.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition du service chargé du contrôle de l'établissement, pendant une durée de 5 ans, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Ces informations contiennent notamment les justificatifs relatifs aux évaluations et/ou mesures réalisées, la localisation et l'identification des points de rejet correspondants.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour les déchets dangereux, l'exploitant dispose des bordereaux de suivi de déchets à partir de l'application Trackdéchets.</p> <p>Concernant les émissions atmosphériques, l'établissement est contrôlé 1 fois par an. Le dernier rapport de contrôle par la société DEKRA date du 11 juillet 2024.</p> <p>L'exploitant a mis en place les moyens nécessaires afin d'assurer la qualité des données portant sur ses émissions et sur la production de déchets dangereux.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Échéance de déclaration annuelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Respect de l'échéance de déclaration
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas effectué de déclaration avant le 31 mars 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit effectuer sa prochaine déclaration avant le 31 mars 2025, y compris s'il n'a rien à déclarer (utiliser la coche "Rien à déclarer").</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 150 jours
--

N° 9 : Traçabilité des déchets: Trackdéchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R541-45

Thème(s) : Actions nationales 2024, Utilisation de Trackdéchets
--

Prescription contrôlée :

I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".

Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.

Constats :

L'exploitant utilise l'application Trackdéchets depuis l'année 2022.
--

En séance, il a pu être vérifié, par sondage sur Trackdéchets, que des bordereaux électroniques de suivi de déchets dangereux sont disponibles et correctement renseignés. Cependant, il a été constaté que les bordereaux papiers de suivi des déchets dangereux issus du dernier curage du séparateur d'hydrocarbures , en 2023, n'ont pas été placés sur Trackdéchets : 2 bordereaux pour une quantité totale d'environ 1,16 tonnes, évacuées par LEVRARD Assainissement vers la société SOTREMO au MANS.
--

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
--

L'exploitant doit générer, lui-même ou par son prestataire, un bordereau électronique de suivi lors de l'évacuation de tout déchet dangereux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
--

Proposition de délais : 30 jours
